

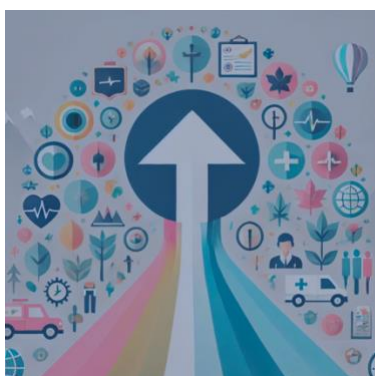
---

## LES FRANÇAIS, CES GRANDS OUBLIÉS DU CHANGEMENT

### LE RAPPORT PERSONNEL DES FRANÇAIS AU CHANGEMENT

SONDAGE ODOXA POUR SYNOPIA & MASCARET – DÉCEMBRE 2024

---



La transformation des modes de vie et les bouleversements sociétaux imposent une réflexion sur la manière dont les populations perçoivent, vivent, acceptent ou subissent ces évolutions. Le sondage réalisé par Odoxa pour Synopia et Mascaret fournit des données détaillées sur le rapport des Français au changement, offrant un éclairage précieux sur leurs ressentis, leurs attentes et leurs craintes. A la clé, la réussite ou l'échec du pilotage du changement.

#### 1. LES FRANÇAIS IMPUISSANTS FACE AU CHANGEMENT

84 % des Français déclarent subir le changement, une perception qui transcende les âges, les régions et les catégories socio-professionnelles. Plus grave encore, **55 % des Français estiment que les changements de notre société ont un impact négatif sur leur vie**, contre seulement 9 % qui considèrent cet impact globalement positif. Ce constat souligne un profond malaise face à l'évolution dans son ensemble.

Les ouvriers (90 %) et les habitants des grandes agglomérations comme la région parisienne (89 %) sont les plus touchés par ce sentiment d'impuissance. En effet, dans les villes de moins de 20 000 habitants, une part plus faible, mais toujours majoritaire (78,7 %) des répondants, déclarent subir le changement. Cette différence reflète sans doute l'impact des infrastructures locales et du mode de vie sur la perception des bouleversements. Toutefois, des régions comme le Sud-Ouest se montrent plus résilientes, illustrant des conditions environnementales et sociales peut-être mieux adaptées aux mutations actuelles.

Une analyse politique révèle aussi que les partisans des *Écologistes* et de *La France Insoumise* se déclarent légèrement moins défiantes (respectivement 73 % et 75,2 %) que les autres grands groupes politiques qui se situent au-delà de 80 % de rapport négatif au changement. Nous pouvons sans doute y voir la traduction subjective des divergences idéologiques concernant le changement, notamment lorsqu'il est lié au climat.

Les Français identifient plusieurs raisons expliquant la résistance au changement dans la société, notamment le manque de confiance envers les gouvernants (58 %), et le corporatisme (51 %), perçus comme un frein à une adaptation collective et concertée.

La perception des Français à l'égard de leurs dirigeants est particulièrement négative :

- 83 % pensent que leurs gouvernants ne les protègent pas.
- 84 % considèrent qu'ils ne les respectent pas.
- 90 % estiment qu'ils ne les écoutent pas.

Au-delà des griefs individuels, les Français pensent que leurs dirigeants ne remplissent pas des missions essentielles :

- 86 % considèrent qu'ils n'agissent pas pour maintenir l'unité de la Nation.
- 90 % jugent qu'ils ne les associent pas aux décisions qui les concernent directement.
- 91 % regrettent l'absence d'un projet de société clair et mobilisateur.

### **Une tendance de fond déjà mesurée en 2017 :**

Ces constats s'inscrivent dans la continuité de tendances déjà relevées en 2017 à l'occasion du Baromètre Ifop pour Synopia et Dentsu Consulting publié cinq mois après l'élection d'Emmanuel Macron.

Ce sondage révélait que seuls 25 % des Français approuvaient les efforts demandés par le gouvernement. **66 % déclaraient ne pas comprendre la politique menée par Emmanuel Macron et 75 % se sentaient exclus.**

De manière similaire, seuls 32 % des Français avaient le sentiment d'être écoutés, et 25 % seulement se disaient impliqués et engagés dans le projet de transformation du pays. La déception était également manifeste sur le mode de gouvernance : **79 % estimaient que la méthode employée n'était pas de nature à mobiliser et entraîner les Français, et 71 % se déclaraient déçus par la façon de gouverner d'Emmanuel Macron.** Seuls 23 % des Français faisaient part d'une vision positive pour l'avenir de leur pays au regard des grandes orientations tracées par le président.

Cette comparaison met en lumière une continuité dans le sentiment d'exclusion et de manque de mobilisation ressenti par les Français vis-à-vis des projets de transformation. Cela souligne le besoin urgent d'une méthode de gouvernance différente, davantage axée sur l'écoute et l'inclusion des citoyens dans les processus de décision.

## **2. ÉVOLUTIONS DANS LES DIMENSIONS QUOTIDIENNES DE LA VIE**

Lorsqu'on invite les Français à exprimer leurs attentes vis-à-vis de leurs dirigeants, ils adoptent une posture comparable à celle d'actionnaires jugés sur des résultats concrets. Voici les indicateurs qu'ils considèrent comme prioritaires :

- **Le pouvoir d'achat** (46 %).
- **La maîtrise des dépenses publiques** (35 %).
- **La sécurité au quotidien** (28 %).
- **L'emploi** (25 %).

Ici, le respect de l'environnement n'enregistre que 18 %.

C'est pourquoi nous avons souhaité ici détailler certaines des évolutions dans les dimensions quotidiennes de la vie des Français.

- **Les moyens de transport**

Près de 54 % des Français jugent que leurs moyens de transport se sont dégradés. Ce constat est particulièrement marqué en zone rurale (68,9 %), où l'éloignement des centres d'activités et le déclin progressif des services publics aggravent les difficultés de mobilité. En région parisienne, ce chiffre reste tout de même élevé à 59,6 %, bien qu'atténué par la densité du réseau de transports en commun.

Nous notons que les jeunes (18-24 ans) sont plus positifs que les autres tranches d'âge : 53,9 % estiment que la qualité des transports s'est améliorée, grâce notamment à des innovations comme le développement des mobilités douces, entre autres.

Les catégories socio-professionnelles influencent aussi les perceptions : les agriculteurs, indépendants et chefs d'entreprise, sont 62,9 % à constater une dégradation, alors que les étudiants, souvent utilisateurs des réseaux urbains, expriment une vision légèrement plus optimiste (59,1 %).

**L'enquête révèle que les mobilités constituent un enjeu central** dans le rapport des Français au changement, reflétant à la fois des attentes et des résistances significatives. Par exemple, les politiques visant à restreindre la vente de véhicules thermiques d'ici 2035 rencontrent une forte opposition (73,9 % sont contre). Cette opposition est amplifiée en zone rurale (85,4 %), où les alternatives telles que les véhicules électriques ou les transports en commun restent peu accessibles.

En revanche, les mobilités douces (vélo, trottinette, marche) suscitent une adhésion croissante : seuls 32,4 % des répondants y voient une évolution négative. Ces solutions, particulièrement appréciées dans les zones urbaines (59,7 % d'opinions favorables en région parisienne), répondent à une demande accrue pour des modes de transport durables et économiques.

Enfin, l'écart entre les zones rurales et urbaines reste frappant. Les habitants des zones rurales dépendent davantage des véhicules individuels, une contrainte qui renforce leur opposition aux politiques environnementales restrictives. En revanche, les grandes agglomérations, dotées d'un meilleur réseau de transports en commun, apparaissent mieux préparées à adopter des pratiques de mobilité durable.

- **Changements alimentaires**

Les initiatives pour limiter la consommation de viande et encourager une alimentation plus durable divisent les Français. Si 49,1 % pensent que cela va dans le bon sens, une nette opposition subsiste, notamment parmi les catégories socio-professionnelles les plus modestes (seulement 43,6 % d'opinions favorables). Les femmes et les jeunes actifs (25-34 ans) se montrent globalement plus ouverts à ces changements, tandis que les hommes et les tranches d'âge entre seniors (35 ans et 65 ans et plus) restent davantage attachés aux habitudes alimentaires traditionnelles.

Les écarts géographiques sont également notables : les habitants des zones urbaines, souvent exposés à une offre alimentaire plus diversifiée, sont plus enclins à accepter ces évolutions.

- **Énergies**

Les mesures visant à encourager une transition énergétique, telles que la réduction de la consommation d'énergie dans les logements ou l'adoption d'énergies renouvelables, sont globalement bien accueillies. 63,1 % des Français considèrent que les innovations dans les énergies vont dans le bon sens, en particulier parmi les CSP+. Cependant, des résistances persistent, notamment en milieu rural

où les coûts liés à l'installation de solutions comme les panneaux solaires ou les pompes à chaleur sont perçus comme prohibitifs.

De même, les jeunes générations, bien que plus favorables à la transition énergétique, semblent exprimer une inquiétude sur l'impact financier des mesures visant à réduire la consommation énergétique dans les logements.

- **Conditions de travail et précarité de l'emploi**

56,4 % des Français estiment que leurs conditions de travail se sont détériorées, avec une perception plus négative chez les femmes (60,7 %) et les travailleurs indépendants (65,2 %). Ces derniers sont également les plus touchés par une hausse perçue de la précarité de l'emploi (68,9 %), illustrant les incertitudes liées à leur statut professionnel.

L'analyse par tranche d'âge montre que les actifs de 35 à 64 ans sont les plus critiques, avec plus de 59 % qui constatent une détérioration. En revanche, les jeunes générations (18-24 ans) semblent moins affectées, bénéficiant d'une entrée plus progressive sur le marché du travail. Les disparités géographiques révèlent aussi que le Sud-Ouest offre de meilleures conditions perçues (50,2 % d'opinions positives contre 36,2 % en région parisienne).

- **Santé mentale et équilibre personnel/professionnel**

La santé mentale est une préoccupation majeure : 56,1 % des Français considèrent qu'elle s'est dégradée. Les femmes (60,3 %) et les actifs entre 35 et 49 ans (61,3 %) se montrent particulièrement concernés. Ce malaise est sans doute renforcé par des facteurs comme la charge mentale, le stress professionnel et les incertitudes économiques.

L'équilibre entre vie personnelle et professionnelle est perçu comme se dégradant par 48,8 % des répondants. Les jeunes (18-24 ans) sont particulièrement pessimistes (55,8 %), tandis que les seniors (65 ans et plus) semblent largement épargnés par ces pressions, seuls 11,3 % d'entre eux déclarant une détérioration.

- **Sécurité et civisme**

73,5 % des Français estiment que leur sécurité quotidienne s'est détériorée, une quasi-unanimité renforcée par des écarts minimes entre les sexes, les âges ou les régions. La détérioration du civisme, quant à lui, suscite un véritable consensus : 87 % des répondants considèrent qu'il s'est dégradé, pointant une perte de confiance généralisée dans les interactions sociales et un accroissement des incivilités.

### **3. DES CATÉGORIES QUI SE DISTINGUENT**

- **Les femmes**

Les femmes apparaissent globalement plus pessimistes que les hommes sur plusieurs thématiques. Concernant la santé mentale, 60,3 % des femmes déclarent une dégradation, contre 51,5 % des hommes. De même, elles sont plus nombreuses à juger que leurs conditions de travail se sont détériorées (60,7 % contre 52 % pour les hommes). Ce ressenti pourrait notamment s'expliquer par une charge mentale souvent plus importante, liée aux responsabilités professionnelles et familiales combinées, ainsi que par une plus grande incertitude économique et des conditions de travail souvent moins optimales.

- **Les agriculteurs et travailleurs indépendants**

Les agriculteurs et les indépendants se distinguent par leur forte perception de la précarité de leur situation. 68,9 % des agriculteurs estiment que la précarité de l'emploi s'est accrue, un chiffre nettement supérieur à la moyenne nationale (53,5 %). Ces professions, souvent soumises aux aléas économiques et climatiques, font face à une insécurité grandissante.

Dans l'ensemble, quelles que soient les classes d'âge et les catégories socio-professionnelles, nous constatons un large consensus des Français : une grande majorité d'entre eux ne comprennent pas ou n'adhèrent pas aux changements qui leur sont imposés.

## **CONCLUSION**

### **UN PAYS A L'ÉPREUVE DU CHANGEMENT**

Cette étude révèle une population en grande majorité inquiète. Les disparités régionales, sociales et générationnelles accentuent légèrement les ressentis négatifs face aux mutations économiques, environnementales et sociales. Les habitants des zones rurales, les travailleurs indépendants et les femmes sont particulièrement vulnérables, tandis que les jeunes affichent un mélange de pessimisme et d'ouverture aux changements positifs, notamment dans les domaines de la mobilité et des pratiques durables.

Par chance, les Français refusent de choisir entre la « fin du mois » et la « fin du monde ». Ils sont 48 % à demander à nos gouvernants de préserver à la fois leur pouvoir d'achat et d'agir pour la préservation de l'environnement. Quant au changement en tant que tel, il ne « fait peur » qu'à 23 % de nos compatriotes. Enfin, si la société reste résistante au changement (56 %), ce score montre que les transformations demeurent possibles.

**Réconcilier les Français avec le changement doit passer par un soutien accru aux territoires les plus marginalisés**, un renforcement des politiques publiques adaptées aux besoins locaux, une pédagogie (à ne pas confondre avec la communication) claire sur les bénéfices à long terme des transformations en cours, et **le déploiement déterminé des principes de subsidiarité au sein de la gouvernance publique**.

Seule une stratégie globale couplée avec les bonnes méthodes de gouvernance, prenant en compte les particularités de chaque groupe, pourra répondre aux attentes et redonner confiance en l'avenir. Et bien sûr, aucun projet de transformation ne pourra être compris et accepté s'il ne s'intègre pas à un projet de société d'ensemble, un projet d'avenir qui suscite la confiance et l'espoir des Français, ou pour le moins, fondé sur la compréhension et l'acceptation des enjeux et de ses traductions et effets (impact). **La fabrication du consentement reste un véritable impensé de la façon dont nos politiques publiques sont élaborées et mises en œuvre.**

Or, aujourd'hui, les citoyens ont la sensation justifiée que les changements et transitions leur sont non seulement imposés, mais aussi qu'ils ne visent pas une société plus apaisée et plus prospère. Il est urgent de redonner du sens aux changements. Si les Français continuent de se sentir impuissants et méprisés, ce n'est pas l'indifférence accrue qui nous guette, mais le ressentiment et **l'amplification des colères profondes dont nous voyons que l'Assemblée nationale se fait de plus l'écho au travers de ses débats**. Une tendance alarmante dont nous voyons également une **expression croissante sur le plan européen**. A continuer de gouverner ainsi, *in fine*, nous assisterons au **rejet pur et simple des transitions**, aussi nécessaires soient-elles.